

QUALITAIR CORSE

Siège social : Lieudit Lergie – RN 200 – 20250 CORTE

Siren 482 886 694 - Agrément ministériel du 12 juillet 2020

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

À l'assemblée générale de l'association QUALITAIR CORSE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association QUALITAIR CORSE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de nos travaux sur le contrôle des subventions et contributions à recevoir, nous avons analysé les produits à recevoir comptabilisés par l'association au titre des subventions et autres produits restant à encaisser au 31/12/2024 pour un montant total de 273.557 euros. Ces produits à recevoir sont détaillés en page 11 de l'annexe des comptes annuels.

Nous nous sommes assurés pour les subventions, de l'existence de conventions d'attribution signées et, pour les autres produits, de justificatifs probants permettant de comptabiliser les montants enregistrés à ce titre dans les comptes clos au 31/12/2024.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

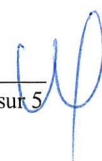
Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 02 avril 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.



Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Ajaccio, le 9 juin 2025

Le commissaire aux comptes

SAS COREVAL

Caroline QUÉNU

QUALITAIR CORSE

Siège social : Lieudit Lergie – RN 200 – 20250 CORTE

Siren 482 886 694 - Agrément ministériel du 12 juillet 2020

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2024

Bilan

Compte de résultat

Annexe

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/202412			Exercice N-1 31/12/202312	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement	28 348	8 763	19 585	16 044	3 541	22.07
	Concessions, Brevets et droits similaires	61 675	59 608	2 067	3 207	1 140	35.55
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	125 266	98 780	26 485	37 355	10 870	29.10
	Installations techniques Matériel et outillage	2 139 549	1 398 248	741 301	759 207	17 906	2.36
	Autres immobilisations corporelles	492 737	374 238	118 499	102 738	15 761	15.34
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes	17 555		17 555		17 555	
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	2 100		2 100	2 100		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	750		750	750		
	Total I	2 867 981	1 939 637	928 343	921 401	6 942	0.75
	Comptes de liaison Total II						
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises				1 266	1 266	100.00
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	67 688		67 688	19 450	48 238	248.01
	Autres créances	280 833		280 833	546 629	265 796	48.62
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	972 697		972 697	604 523	368 174	60.90
	Charges constatées d'avance (3)	5 918		5 918	5 632	286	5.08
	Total III	1 327 136		1 327 136	1 177 500	149 636	12.71
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	4 195 116	1 939 637	2 255 479	2 098 902	156 578	7.46

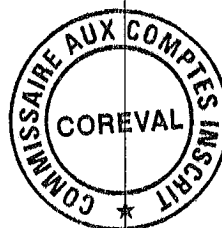
(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12		Exercice N-1 31/12/2023 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres						
	Fonds associatifs sans droit de reprise						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau	1 298 747		1 215 583		83 164	6.84
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	86 658		83 164		3 493	4.20
	Autres fonds associatifs						
	Fonds associatifs avec droit de reprise :						
	Apports						
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Legs et donations						
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs						
	Ecarts de réévaluation						
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	571 212		578 085		6 873	1.19
	Provisions réglementées						
	Droit des propriétaires						
	Total I	1 956 617		1 876 833		79 784	4.25
	Comptes de liaison						
	Total II						
	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement						
DETTES (1)	Fonds dédiés sur autres ressources						
	Total III						
	Emprunts obligataires						
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières divers						
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	89 026		77 614		11 411	14.70
	Dettes fiscales et sociales	166 286		141 767		24 519	17.29
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	2 704		2 687		16	0.61
	Instruments de trésorerie						
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance	40 847				40 847	
	Total IV	298 862		222 069		76 793	34.58
	Ecarts de conversion passif (V)						
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		2 255 479		2 098 902		156 578	7.46

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de Biens et Services	60 688		8 450		52 238	618.20
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	1 235 592		1 164 794		70 798	6.08
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	1 500		6 767		5 267	77.83
Collectes						
Cotisations	3 150		3 250		100	3.08
Autres produits	153 471		173 115		19 644	11.35
Total I	1 454 401		1 356 376		98 025	7.23
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes	449 519		391 218		58 301	14.90
Impôts, taxes et versements assimilés	27 032		25 255		1 777	7.03
Salaires et traitements	482 178		471 077		11 101	2.36
Charges sociales	177 541		166 729		10 811	6.48
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	235 166		215 935		19 231	8.91
Sur immobilisations : dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions						
Pour risques et charges : dotations aux provisions						
Subventions accordées par l'association						
Autres charges (2)	2		3 843		3 841	99.96
Total II	1 371 437		1 274 058		97 379	7.64
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	82 964		82 318		646	0.78
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

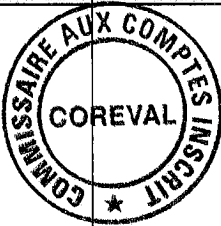


(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	3 694	3 070	624	20.31
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	3 694	3 070	624	20.31
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI				
2. Résultat financier (V-VI)	3 694	3 070	624	20.31
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	86 658	85 388	1 269	1.49
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 059	1 059	100.00
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total VII		1 059	1 059	100.00
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1 088	1 088	100.00
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions		2 195	2 195	100.00
Total VIII		3 283	3 283	100.00
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)		2 224	2 224	100.00
Impôts sur les bénéfices (IX)				
Total des produits (I+III+V+VII)	1 458 095	1 360 505	97 590	7.17
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	1 371 437	1 277 341	94 096	7.37
Solde intermédiaire	86 658	83 164	3 493	4.20
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	86 658	83 164	3 493	4.20



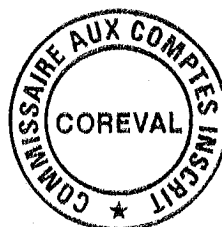
QUALITAIR CORSE

LIEU DIT LERGIE

R.N. 200

20250 CORTE

ANNEXE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024



FIDUCIAIRE DE CORSE

Résidence 1er Consul. A3

RUE DES TAMARIS QUARTIER CANDIA

20090 AJACCIO

04 95 23 63 40

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 2 255 479.12 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 454 400.76 Euros et dégageant un excédent de 86 657.55 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Qualitair Corse a pour but et vocation, dans le cadre des dispositions législatives qui lui sont applicables, tout particulièrement celles contenues dans le titre II du Livre II du code de l'environnement (ex loi 96-1236 du 30 décembre 1996, relative à l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie) et de ses textes d'application:

- d'assurer la surveillance de la qualité de l'air en Corse par la mise en place, la gestion et le bon fonctionnement technique d'un réseau de mesure;
- de sensibiliser et diffuser aux parties intéressées les informations en sa possession;
- de suggérer et faire toutes propositions destinées à connaître et réduire les phénomènes liés à la pollution atmosphérique;
- de mener toute action à même de favoriser la poursuite de son objet et d'assurer le développement de son action.
- d'apporter son expertise en appui des politiques territoriales de qualité de l'air

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

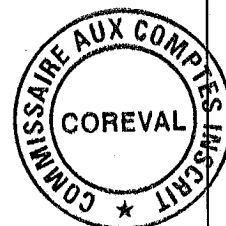
Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Par ailleurs, l'association applique le guide méthodologique comptable des AASQA et à ce titre comptabilise les quotes parts de subventions virées au résultat en exploitation (compte 757).



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

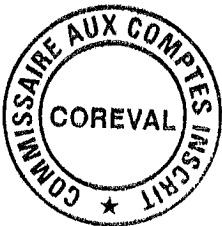
Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	18 504		9 844
TOTAL			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	59 470		2 205
TOTAL			
Constructions sur sol d'autrui	18 522		
Installations générales agencements aménagements des constructions	108 264		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	1 990 980		148 569
Matériel de transport	94 926		31 873
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	313 402		32 061
Emballages récupérables et divers	20 476		
Avances et acomptes			17 555
TOTAL	2 546 569		230 058
Autres participations	2 100		
Prêts, autres immobilisations financières	750		
TOTAL	2 850		
TOTAL GENERAL	2 627 393		242 107



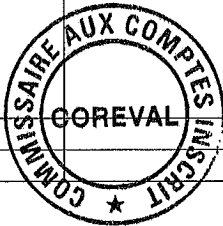
ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
		Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement	TOTAL			28 348	28 348
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL			61 675	61 675
Constructions sur sol d'autrui			391	18 131	18 131
Installations générales agencements aménagements constr.			1 129	107 135	107 135
Installations techniques, Matériel et outillage industriel				2 139 549	2 139 549
Matériel de transport				126 799	126 799
Matériel de bureau et informatique, Mobilier				345 463	345 463
Emballages récupérables et divers				20 476	20 476
Avances et acomptes				17 555	17 555
	TOTAL		1 520	2 775 107	2 775 107
Autres participations				2 100	2 100
Prêts, autres immobilisations financières				750	750
	TOTAL			2 850	2 850
	TOTAL GENERAL		1 520	2 867 981	2 867 981

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement	TOTAL	2 460	6 303		8 763
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	56 263	3 345		59 608
Constructions sur sol d'autrui		18 522		391	18 131
Installations générales agencements aménagements constr.		70 909	10 870	1 129	80 650
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		1 231 772	166 476		1 398 248
Matériel de transport		68 779	9 055		77 834
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		236 811	39 117		275 928
Emballages récupérables et divers		20 476			20 476
	TOTAL	1 647 269	225 517	1 520	1 871 266
	TOTAL GENERAL	1 705 992	235 166	1 520	1 939 637
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
					Dotations
					Reprises
Frais étab.rech.développ.	TOTAL	6 303			
Autres immob.incorporelles	TOTAL	3 345			
Instal.générales agenc.aménag.constr.		10 870			
Instal.techniques matériel outillage indus.		166 476			
Matériel de transport		9 055			
Matériel de bureau informatique mobilier		39 117			
	TOTAL	225 517			
	TOTAL GENERAL	235 166			



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

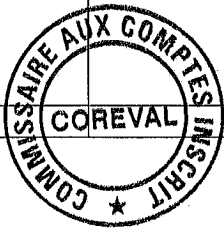
Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	1 215 583	83 164		0-	1 298 747
Excédent ou déficit de l'exercice	83 164	83 164-	86 658		86 658
Situation nette	1 298 747		86 658	0	1 385 405
Subventions d'investissement	578 085		141 793	148 666	571 212
TOTAL I	1 876 833		228 451	148 666	1 956 617

Etat des provisions
Etat des échéances des créances et des dettes

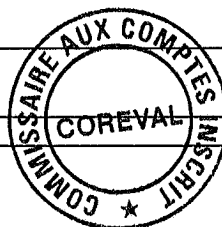
Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	750	750	
Autres créances clients	67 688	67 688	
Personnel et comptes rattachés	7 000	7 000	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 685	1 685	
Divers état et autres collectivités publiques	271 372	271 372	
Débiteurs divers	776	776	
Charges constatées d'avance	5 918	5 918	
TOTAL	355 189	355 189	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	89 026	89 026		
Personnel et comptes rattachés	93 724	93 724		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	68 899	68 899		
Autres impôts taxes et assimilés	3 663	3 663		
Autres dettes	2 704	2 704		
Produits constatés d'avance	40 847	40 847		
TOTAL	298 862	298 862		



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024



Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
SITE INTERNET	28 348	25.00
LOGICIELS SPECIFIQUES	61 675	25.00
LICENCES INFORMATIQUES		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements	LINEAIRE	De 5 à 10 ans
Matériels et outillages	LINEAIRE	De 3 à 7 ans
Matériel de transport	LINEAIRE	5 ans
Matériel de bureau	LINEAIRE	De 2 à 5 ans
Mobilier	LINEAIRE	De 5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	273 557
Total	273 557

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des produits à recevoir

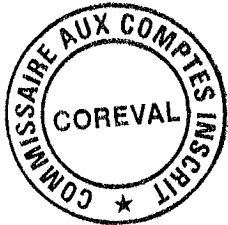
	Montant
DIV-PRODUITS A RECEVOIR	
- AIDE APPRENTIE	500
- IJSS CPAM	1 685
- ADEME SOLDE 2024	3 272
- AUE SUBVENTION 24	126 500
- CAPA SUBV 2024	50 000
- CAB SUBV 2024	20 000
- EDF VRST LIB TGAP	71 600
Total	273 557

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 238
Dettes fiscales et sociales	136 588
Autres dettes	2 704
Total	191 529

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	5 918
Total	5 918
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	40 847
Total	40 847



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Les membres du bureau occupent leurs fonctions bénévolement

La rémunération des trois plus hauts cadres salariés n'est pas communiquée car elle reviendrait à donner une information sur une rémunération individuelle

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	4
Employés	7
Total	11

Valorisation des contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées car non suivies

Honoraires des commissaires aux comptes

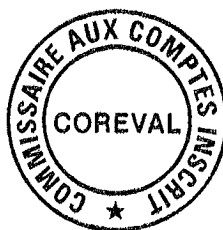
Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 6 000 euros TTC , décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 6 000 € TTC
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : Néant

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.



QUALITAIR CORSE

Siège social : Lieudit Lergie – RN 200 – 20250 CORTE

Siren 482 886 694 - Agrément ministériel du 12 juillet 2020

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31/12/2024

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31/12/2024

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé

Les subventions suivantes accordées par vos administrateurs au cours de l'exercice 2024 sont des conventions réglementées au titre de l'article L.612-5 du Code de Commerce.


Les montants indiqués ci-dessous correspondent aux subventions accordées initialement sans indication du montant définitif versé à l'association.

Entité concernée	Nature des financements octroyés	Montant attribué en euros
Collectivité de Corse – Agence de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement	Subvention de fonctionnement 2024	130.000
Communauté d'Agglomération de Bastia	Subvention de fonctionnement 2024	20.000
Communauté d'Agglomération du pays Ajaccien	Subvention de fonctionnement 2024	50.000
Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires - DREAL	Subvention de fonctionnement 2024	588.020
Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires - DREAL	Aide à l'équipement	202.168
Agence Régionale de Santé de Corse	Financement au titre du Fonds d'Intervention Régional 2024	25.000
EDF Corse	TGAP 2024	171.000
EDF PEI	TGAP 2024	171.000

Fait à Ajaccio, le 9 juin 2025

Le commissaire aux comptes

SAS COREVAL



Caroline QUENU